



ECCAS



AU



EU



UN

**DECLARATION CONJOINTE SUR LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES
ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE, L'UNION
AFRICAINNE, L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA
FRANCOPHONIE, L'UNION EUROPEENNE ET L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES**

Libreville, Addis Abéba, Paris, Bruxelles et New York, le 18 février 2017: La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union africaine, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Union européenne (UE) et l'Organisation des Nations unies (ONU) sont profondément préoccupées par la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA), en particulier dans les préfectures de la Ouaka et de la Haute-Kotto.

Les cinq organisations partenaires condamnent les dernières violences perpétrées par le Front populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et ses alliés, ainsi que par le Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC), qui ont causé de lourdes pertes parmi les populations civiles et des déplacements importants, aggravant ainsi une situation humanitaire déjà alarmante. Elles expriment leur profonde appréciation pour l'action robuste que la MINUSCA a prise dans le cadre de son mandat, pour protéger les civils et aider à mettre fin aux violences dans les zones menacées par les belligérants, et l'encouragent à persévérer dans ses efforts.

Les cinq organisations partenaires exigent des belligérants qu'ils cessent immédiatement les hostilités. Elles rappellent que toute attaque contre la population civile, le personnel des Nations unies et des organisations humanitaires est passible de poursuites judiciaires, conformément à la législation centrafricaine et au droit international. Elles saluent les mesures prises en vue du fonctionnement effectif de la Cour pénale spéciale.

Les cinq organisations partenaires rappellent que seul le dialogue, dans le respect de l'ordre constitutionnel et démocratique, permettra de trouver des réponses appropriées et durables aux préoccupations légitimes des différents acteurs centrafricains concernés. A cet égard, elles

réitérent l'importance que revêt l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation portée par l'UA, la CEEAC et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et soutenue par l'Angola, le Congo et le Tchad. Elles expriment leur engagement à travailler ensemble à l'aboutissement de cette Initiative, en appui aux efforts du Président Faustin-Archange Touadéra visant à promouvoir durablement la réconciliation et une gouvernance inclusive dans le prolongement des conclusions du Forum de Bangui. Elles soulignent que les groupes armés qui se livreraient à de nouvelles violences courent le risque de s'exclure, d'eux-mêmes, de l'Initiative africaine et s'exposent à des sanctions internationales additionnelles.